



**La Région**

Auvergne-Rhône-Alpes

**ENTREPRISES**



# TENDANCES SOCIO ÉCONOMIQUES

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

**N°21** - OCTOBRE 2025



Cette lettre est le fruit d'une collaboration entre l'Antenne Isère d'Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises (Pôle Intelligence Économique et Territoriale) et le Département de l'Isère (Direction des Solidarités et Direction de la Performance et de la Modernisation du service au public).

Elle vise à résumer les principales tendances socio-économiques du département.

## **2<sup>e</sup> semestre 2024 - 1<sup>er</sup> semestre 2025 | Des difficultés en Isère dans un climat d'incertitude**

### **À RETENIR**

**En France** : une  
faible croissance

**En Isère** : recul  
de l'emploi,  
légère remontée  
du chômage  
et hausse des  
allocataires du  
RSA

Les tendances générales	2
L'emploi salarié	3
Les difficultés d'entreprises	4
Les créations d'entreprises	4
Le chômage	5
Les allocataires du Revenu Solidarité Active (RSA)	6
Économie de proximité	7
Zoom sur la démographie	8

L'année 2025 s'inscrit dans un contexte international et national marqué par de multiples incertitudes. Si l'économie mondiale résiste encore, la dynamique s'essouffle en Europe, et la croissance française s'affaiblit, freinée par le recul de la consommation et de l'investissement.

Dans ce paysage assombri, l'économie iséroise montre des signes de fragilité avec une baisse annuelle du nombre d'emplois salariés dans l'industrie, le bâtiment et l'intérim, et une forte hausse des licenciements économiques sur les 8 premiers mois de l'année. Le taux de chômage est relativement stable, mais le nombre d'inscrits à France Travail progresse, tout comme le nombre d'allocataires du RSA.

L'économie de proximité présente un bilan satisfaisant grâce à la vitalité du tourisme et à la stabilité du commerce traditionnel, mais des difficultés subsistent dans l'artisanat.

Le zoom de la dernière page est consacré à la démographie dans notre département qui reste attractif, sans toutefois échapper au ralentissement démographique et au vieillissement de la population.

LES TENDANCES GÉNÉRALES

# De fortes incertitudes sur le plan international et national

**INTERNATIONAL** | Le retour du protectionnisme américain perturbe le commerce mondial

Selon le FMI, le taux de croissance mondiale devrait se tasser : +3 % en 2025 après +3,3 % en 2024. Le relèvement des droits de douane imposés par les Etats-Unis a une incidence négative sur l'économie mondiale même si, depuis le début de l'année, elle a plutôt bien résisté. En effet, les entreprises américaines ont constitué des stocks importés avant l'instauration des nouvelles taxes.

La **Zone euro** sort affaiblie de cette nouvelle donne internationale : l'appréciation de l'euro dégrade la compétitivité des entreprises, confrontées à la concurrence des industriels chinois. La croissance du PIB resterait modérée en 2025.

**FRANCE** | Une croissance très modérée

En France, le contexte d'instabilité politique et budgétaire pèse sur la confiance des ménages et des entreprises et freine l'activité. Au 2<sup>e</sup> trimestre 2025, le PIB progresse modérément de +0,3 % après +0,1% au 1<sup>er</sup> trimestre.

La demande intérieure est stable, du fait de l'atonie de la consommation privée, accompagnée d'un fort taux d'épargne (18,9 %), et du léger recul de l'investissement. Le commerce extérieur contribue négativement à la croissance, en raison d'une hausse des importations plus rapide que celle des exportations.

Selon les prévisions, la croissance annuelle serait de +0,8% en 2025, après +1,1% en 2024.

En août 2025, l'inflation en glissement annuel s'établit à +0,9 %, avec une baisse des prix de l'énergie de -6,2%.

**AUVERGNE-RHÔNE-ALPES** | Un renforcement de l'activité des services marchands

Selon l'enquête de la Banque de France Auvergne-Rhône-Alpes, en août, le rythme de croissance de la **production industrielle** a ralenti, du fait de fermetures de sites plus longues qu'habituellement, et se situe en-dessous du niveau national. La production augmente mais présente des disparités sectorielles.

Dans les **services marchands**, le volume d'affaires régional s'est révélé plus dynamique qu'au plan national, accompagné d'une hausse des tarifs.

Dans le **bâtiment**, l'activité a progressé en août, toutefois à un rythme moins rapide qu'au plan national. A fin juillet 2025, les autorisations de logements poursuivent leur redressement (+47,3 % sur trois mois, +8,1% sur un an) mais le volume annuel reste très bas (47 800 logements). En entretien-rénovation, l'activité recule sur le 2<sup>e</sup> trimestre 2025, touchant désormais le segment de la rénovation énergétique.

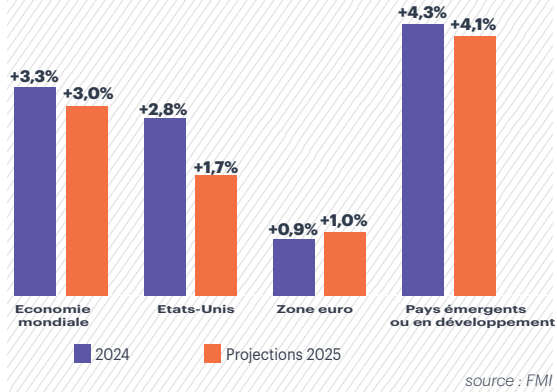
**À RETENIR**

Prévisions de croissance 2025  
**Monde +3%**  
**Zone euro +1%**  
**France +0,8%**

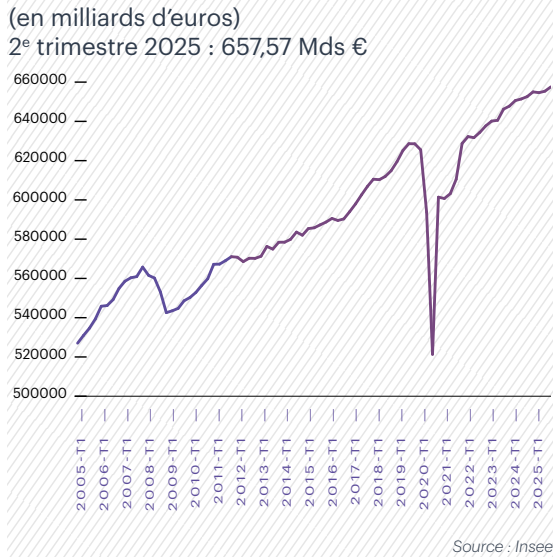
**Sources :**  
FMI, Eurostat, Insee, Banque de France Auvergne-Rhône-Alpes, \*CERC (observatoire régional de la filière construction)

**Pour aller plus loin :**  
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8638823>  
<https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques/tendances-regionales>  
<https://www.cercara.fr/pole/conjoncture/>

**Projections de croissance du PIB**



**Évolution du PIB en France en volume**



**Évolution des principales composantes du PIB au 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestre 2025**

	2025 T1	2025 T2
PIB	+0,1%	+0,3%
Consommation des ménages	-0,3%	0,0%
Production totale	+0,1%	+0,3%
Investissement	-0,1%	-0,1%
Commerce extérieur	-0,5 point	-0,3 point

Source : Insee

# Une baisse de l'emploi sur un an

## ÉVOLUTION | Des pertes nettes d'emplois

Fin juin 2025, l'Isère compte 376 070 emplois salariés dans le secteur privé, dont 69,4 % dans les activités tertiaires (y compris 4 % d'intérim), 22,4% dans l'industrie et 8,1% dans la construction.

En évolution annuelle, l'emploi a diminué de -0,2 %, ce qui représente 865 emplois perdus. L'emploi intérimaire est orienté à la baisse depuis plusieurs trimestres et le ralentissement de l'activité a désormais un impact négatif sur l'emploi permanent, qui est en léger recul sur un an en Isère (-0,1% et -233 postes).

A titre comparatif, l'emploi hors intérim est en hausse de +0,2% en Auvergne-Rhône-Alpes et stable en France (cf. carte)

Dans la région, l'Isère fait partie des 4 départements qui affichent un solde négatif (avec le Cantal, la Loire et l'Allier). A l'inverse, les plus fortes croissances sont enregistrées en Savoie, en Ardèche (+07 %) et dans la Drôme (+0,6 %). Le Rhône se situe dans la moyenne régionale.

## ACTIVITÉS | Des suppressions d'emplois dans l'industrie

Entre les 2<sup>e</sup> trimestres 2024 et 2025, les créations d'emplois dans le secteur tertiaire n'ont pas suffi à compenser les nombreuses suppressions de postes dans l'industrie, la construction et l'intérim.

Le commerce et les services (hors intérim) totalisent 243 300 salariés et affichent une hausse annuelle de l'emploi (+0,4%), à un rythme proche des tendances régionale ou nationale (+0,5% et +0,3%).

L'industrie iséroise, qui compte 84 365 salariés, a perdu 730 emplois, soit une baisse de -0,9%, bien plus forte que sur le plan régional (-0,1%) et national (-0,2%). Ceci témoigne de difficultés importantes de plusieurs entreprises dans différents secteurs, en particulier la chimie, les matériels de transport et le secteur du textile cuir.

La construction, confrontée à un faible niveau d'activité, continue à réduire ses emplois permanents au 2<sup>e</sup> trimestre 2025, et ceci pour le 10<sup>e</sup> trimestre consécutif. Sur un an, 550 emplois salariés ont été supprimés. La baisse (-1,7%) est comparable en Auvergne-Rhône-Alpes et en France.

L'emploi intérimaire, après 9 trimestres de baisse, a progressé au 2<sup>e</sup> trimestre 2025 (+ 1%, soit 160 postes en plus). Sur un an, il a diminué de -3,9 % (-630 postes), une baisse plus rapide qu'en région (- 2,7 %). Dans le département, la DREETS recense 15 300 emplois intérimaires en équivalent temps plein, dont un tiers dans l'industrie et 19% dans la construction.

## À RETENIR

**-865 emplois supprimés entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2024 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2025**

**Sources :** Urssaf, Dares (intérim)  
Les données trimestrielles sont des effectifs salariés privés en fin de trimestre.

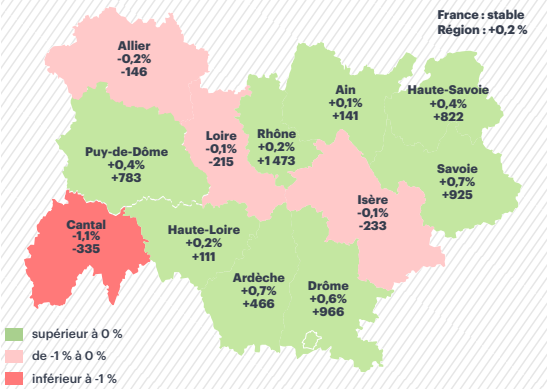
**Précision :** À partir de 2016, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises et générer des révisions accrues sur les données. Les données du dernier trimestre sont provisoires.

Le champ de l'AcoSS-Urssaf couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et les entreprises relevant de la Mutualité Sociale Agricole.

**'Intérimaire en Equivalent-emplois à temps plein sur le trimestre (ETP) :** mesure un volume de travail en intérim au cours du trimestre, qui se différencie du nombre d'intérimaires en fin de trimestre. Cette mesure tient compte du nombre de jours travaillés, mais elle ne prend pas en compte le volume horaire effectué.

**Pour aller plus loin :**  
URSSAF <https://open.urssaf.fr/pages/home/>  
DREETS Auvergne-Rhône-Alpes, [Evolution trimestrielle des ETP intérimaires par secteur d'activité - données CVS](#)

## Évolution de l'emploi salarié privé permanent entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2024 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2025 par département

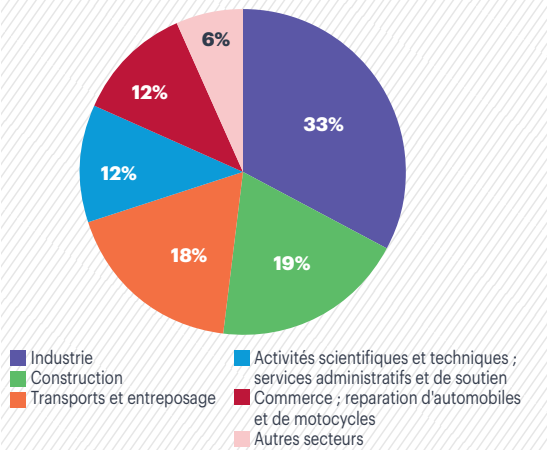


## Isère : emploi salarié privé au 2<sup>e</sup> trimestre 2025 par activité et évolution annuelle

	Emploi au 2 <sup>e</sup> trimestre 2025	Évol. annuelle en %	Évol. annuelle absolue
Industrie	84 365	-0,9%	-733
Construction	30 824	-1,7%	-548
Commerce et services hors intérim	245 305	+0,4%	+1 048
Intérim	15 577	-3,9%	-632
<b>Total emploi salarié</b>	<b>376 071</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-865</b>
Total hors intérim	360 494	-0,1%	-233

Source : Urssaf, secteur privé hors agriculture, données CVS, Dares (intérim)

## Isère : répartition des ETP\* intérimaires par secteurs au 1<sup>er</sup> trimestre 2025





## LES DIFFICULTÉS ET CRÉATIONS D'ENTREPRISES

# Les difficultés persistent

### DÉFAILLANCE | Vers une stabilité

Entre juillet 2024 et juin 2025, 1 218 défaillances ont été enregistrées en Isère, en hausse de +3,2 % par rapport à l'année précédente (+7,8 % en Auvergne-Rhône-Alpes et +8,2 % en France).

Après une forte hausse à la suite de la période Covid (2020-2021), le nombre de défaillances semble atteindre un palier et se situe au niveau de la moyenne enregistrée au cours de la décennie 2010-2019 (1 234 défaillances). Selon la banque de France, le rattrapage post Covid n'est pas terminé.

### LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE | Une hausse liée aux plans de sauvegarde de l'emploi (PSE)

De janvier à fin août 2025, 2 454 licenciements économiques ont été enregistrés en Isère, en augmentation de 68 % par rapport à la même période en 2024.

Cette forte hausse tient principalement à l'augmentation des licenciements intervenant dans le cadre de PSE (une proportion de 53 % depuis le début de l'année contre 34 % l'an passé).

Le secteur le plus impacté est celui de l'industrie, avec 52 % des licenciements économiques. Suivent les services (26%), le commerce (12%), la construction (8%) et l'agriculture (3%).

### ACTIVITÉ PARTIELLE | En baisse

L'activité partielle de longue durée, qui concerne désormais un stock résiduel d'entreprises et qui a vocation à s'éteindre progressivement jusqu'à fin 2026, continue sa décrue.

De janvier à mai 2025, en Isère, 83 790 heures d'activité partielle de droit commun ont été indemnisées, soit 10 % de plus qu'en 2024 (76 390).

### CRÉATIONS D'ENTREPRISES | Une stabilité portée par les micro-entrepreneurs

De janvier à août 2025, l'Isère a enregistré 13 334 créations d'entreprises. Sur cette période, le nombre total de créations est resté stable par rapport à 2024, tandis que la part des micro-entrepreneurs a augmenté de 1%, passant à 68 % du total.

Cette hausse des micro-entreprises, constatée aussi à l'échelle nationale, s'observe depuis plus de 10 ans : alors qu'elles représentaient environ une création sur deux en Isère en 2015, elles en représentent aujourd'hui les deux tiers.

**Définition :** un micro-entrepreneur ne peut pas dépasser un certain seuil de CA (188.700 € pour les activités de vente et d'hébergement, et de 77.700 € pour les prestataires de services et professions libérales).

## À RETENIR

**2 454**  
licenciements  
économiques

**13 334** créations  
d'entreprises

#### Définitions :

Les statistiques de défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire soit directement la liquidation judiciaire.

Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) : établi dans le cadre d'une procédure de licenciement pour motif économique, il vise à éviter les licenciements ou à en limiter le nombre. Il doit faciliter le reclassement des salariés dont le licenciement est inévitable. Le PSE est obligatoire dans les entreprises d'au moins 50 salariés, lorsque la procédure concerne au moins 10 salariés.

Depuis avril 2025, un nouveau dispositif, l'activité partielle de longue durée rebond (APLD-R), permet à un employeur qui fait face à une baisse durable de l'activité de son entreprise, mais sans compromettre sa pérennité, de réduire ou de suspendre l'activité de ses salariés. Des contreparties sont accordées aux salariés, notamment en matière de maintien dans l'emploi et de formation professionnelle. A fin mai 2025, deux demandes de validation d'accord d'APLD rebond ont été déposées par des entreprises.

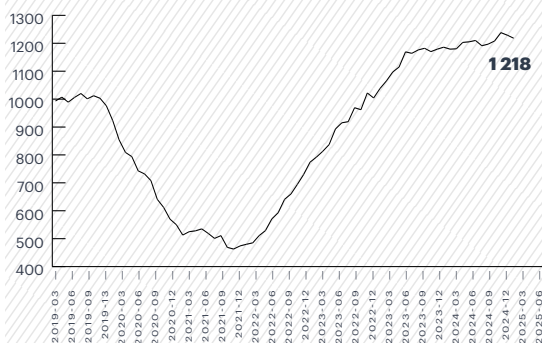
#### Sources :

Défaillances d'entreprises : Banque de France Fiben

Licenciements économiques et activité partielle : Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS)

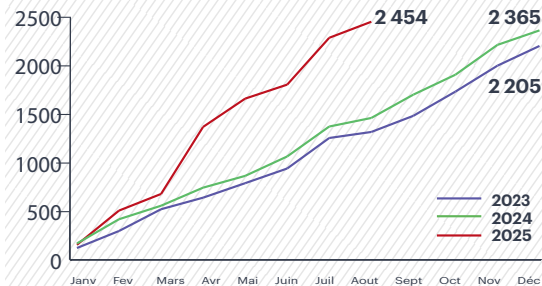
Créations : Isère Insee REE Sirene, activités marchandes hors agriculture données brutes

### Évolution des défaillances d'entreprises en cumul annuel en Isère



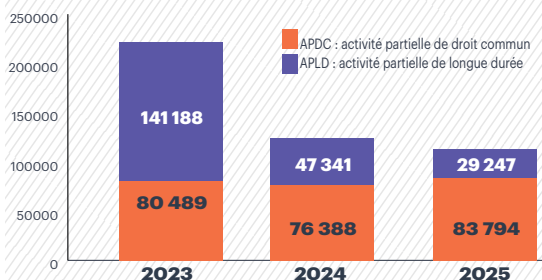
Source : Banque de France, FIBEN

### Licenciements économiques en Isère en cumul mensuel



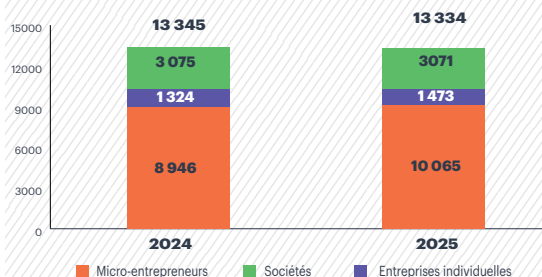
Source : DDETS de l'Isère

### Heures d'activité partielle indemnisées entre janvier et mai



Source : DDETS de l'Isère

### Nombre de créations d'entreprises en Isère selon le statut légal de janvier à août 2024 et 2025



Source : Insee REE Sirene, données brutes

# Le chômage en légère hausse

**TAUX DE CHÔMAGE | Une relative stabilité au 1<sup>er</sup> semestre 2025**

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2025, le taux de chômage départemental (6,1%) est quasi stable : il remonte de 0,1 point au 1<sup>er</sup> trimestre mais n'évolue pas au 2<sup>e</sup> trimestre.

Il est resté inférieur à ceux de la région (6,5 %) et de la France métropolitaine (7,3 %). L'Isère a le 6<sup>e</sup> taux de chômage le plus faible parmi les 12 départements d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Taux de chômage par zone d'emploi :

- Grenoble (6,4 %), Bourgoin (6,2 %) et Voiron (5,2 %) enregistrent une hausse annuelle de respectivement +0,3 / +0,2 / +0,1 point sur un an.
- Vienne-Annonay (6,9 %) bénéficie d'un recul du niveau de chômage mais de faible ampleur (-0,2 point sur un an).

**INSCRIPTION À FRANCE TRAVAIL | Une évolution très largement impactée par les modifications réglementaires**

Les statistiques sur les inscrits à France Travail (anciennement demandeurs d'emploi) en 2025 sont impactées par la conjoncture économique mais surtout par l'entrée en vigueur de la loi pour le plein emploi en janvier 2025 avec :

- l'inscription systématique de nouveaux publics : les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active, les jeunes en recherche d'emploi accompagnés par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi. Cela a eu pour effet d'augmenter le volume d'inscrits à France Travail.
- l'évolution des règles d'actualisation pour les inscrits à France Travail, qui doivent désormais signer un contrat d'engagement.

Ces évolutions réglementaires ont entraîné des inscriptions automatiques en catégorie A et une baisse de celles en catégories B,C au 1<sup>er</sup> trimestre 2025, et inversement au 2<sup>e</sup> trimestre 2025.

France Travail et la DREETS Auvergne-Rhône-Alpes conseillent donc fortement de concentrer l'analyse statistique aux catégories ABC sans distinction entre elles et à l'évolution annuelle.

Sur un an, le nombre d'inscrits à France Travail en Isère s'élève à 89 910 en catégories ABC, en augmentation de 3,8% sur un an. Cette hausse est moins forte qu'en région (+4,3%) ou en France (+4,1%).

**À RETENIR**

Sur un an :  
une hausse de  
**3 250** demandeurs  
d'emploi ABC  
Taux de chômage :  
**6,1%**

Sources : Insee, Pôle emploi, Drets - Les données trimestrielles des demandeurs d'emplois sont une moyenne sur le trimestre

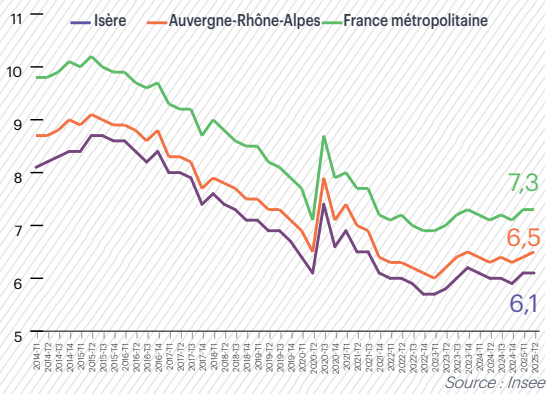
\*La ZE de Vienne-Annonay couvre 5 départements (147 communes dont 46 en Isère).

**Définitions :**  
Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. Le calcul de ce taux s'appuie sur les critères stricts du B.I.T : un chômeur est une personne âgée de 15 ans ou plus qui remplit trois critères : « ne pas avoir eu d'activité rémunérée lors d'une semaine de référence », « être disponible pour travailler dans les deux semaines à venir » et « avoir effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ».

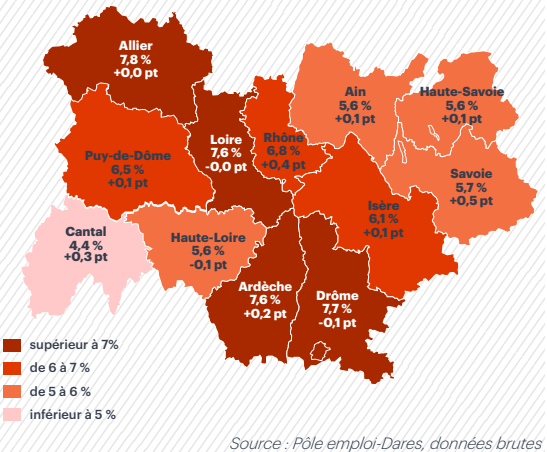
- Les catégories de demandeurs d'emploi :
- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité sur la période considérée.
  - BC : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité réduite sur la période considérée.
  - Longue durée : demandeurs d'emploi depuis plus d'un an.
  - Très longue durée : demandeurs d'emploi depuis plus de deux ans.

**Pour aller plus loin :**  
<https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/>

**Évolution trimestrielle du taux de chômage (%) au sens du BIT**



**Taux de chômage par département au 2<sup>e</sup> trimestre 2025 et évolution annuelle en point**



**Évolution des inscrits à France Travail en catégorie ABC entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2024 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2025**

	2 <sup>e</sup> trimestre 2025	Évolution annuelle		
		Isère	Région	France
Isère catégorie ABC	89 910	+3,8%	+4,3%	+4,1%
catégorie A	49 610	n.s	n.s	n.s
catégorie BC	40 300	n.s	n.s	n.s
moins de 25 ans	13 320	n.s	n.s	n.s
plus de 50 ans	23 010	n.s	n.s	n.s
Longue durée (1 an et plus)	36 780	n.s	n.s	n.s

Source : France travail , Dreets, Données CVS-CJO pôle emploi  
n.s = Les évolutions annuelles par catégories ne sont pas significatives en raison des impacts de la loi pour le plein emploi et des évolutions réglementaires

LES ALLOCATAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE – RSA

# Poursuite de la hausse du nombre d'allocataires

## RSA | 4,2% des Isérois sont allocataires du RSA

Au 30 juin 2025, 21 864 foyers étaient allocataires du RSA en Isère. En tenant compte des conjoints, des enfants et des autres personnes à charge, près de 44 200 Isérois sont concernés, soit 4,2% des personnes de moins de 65 ans.

La situation reste contrastée selon les territoires isérois, avec une forte concentration d'allocataires du RSA sur les territoires les plus urbains : les 3 territoires où la proportion est la plus importante sont l'agglomération grenobloise (5,8%), la Porte des Alpes (5,1%) et l'Isère Rhodanienne (4,9%). En excluant les territoires de montagne qui ont des taux plutôt faibles mais dont l'analyse reste sujette à précaution en raison de la faiblesse des effectifs <sup>(1)</sup>, les taux les plus faibles se situent dans le Grésivaudan (1,7%), la Bièvre (2,2%) et le Haut-Rhône Dauphinois (2,4%).

## ÉVOLUTION | Une hausse dans la majorité des territoires

Alors qu'au printemps de l'année 2023 le nombre d'allocataires du RSA atteignait son minimum au cours de la dernière décennie (21 066 allocataires), la dynamique est depuis globalement à la hausse. En un an, entre juin 2024 et juin 2025, 426 foyers allocataires supplémentaires ont été enregistrés sur le département, soit une hausse de +2,0 %. Cette augmentation se situe entre le niveau national (+1,1%) et le niveau régional (+3,0%).

Le nombre de foyers allocataires diminue chez les plus de 50 ans (-2,3%), reste quasiment stable pour les foyers monoparentaux (-0,1 %) tandis qu'il augmente pour les moins de 30 ans (+2,5%) et les personnes isolées (+3,8%).

L'évolution globale du nombre d'allocataires en Isère est plus contrastée à l'échelle des territoires isérois<sup>(1)</sup>. La Bièvre est le seul territoire où le nombre d'allocataires diminue (- 9 allocataires, soit - 1,2%). L'agglomération grenobloise, l'Isère Rhodanienne, le Sud Grésivaudan et les Vals du Dauphiné ont une augmentation modérée (inférieure à + 3%), tandis que la Porte des Alpes, le Grésivaudan, le Voironnais Chartreuse et le Haut-Rhône dauphinois affichent une hausse plus importante (jusqu'à + 4,9% pour ce dernier).

## À RETENIR

**426 foyers allocataires supplémentaires en un an**

**Sources :** Caisse d'Allocations Familiales, Département de l'Isère

**Définition :**  
Définition : Le Revenu de Solidarité Active (RSA) assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu qui varie selon la composition du foyer.  
La notion d'allocataire est une notion de foyer (à rapprocher par exemple des ménages au sens Insee) et non d'individu. Ainsi, compter des allocataires signifie compter des foyers constitués de personnes seules ou de plusieurs personnes (familles).

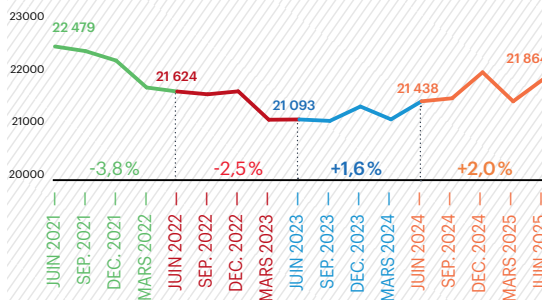
*Note : <sup>(1)</sup> En cas de très petits effectifs (Vercors, Matheysine, Oisans et Trièves), analyser des évolutions peut conduire à des interprétations erronées.*

## Évolution du nombre d'allocataires du RSA entre juin 2024 et juin 2025

	juin-25	Variation sur un an
RSA	21 864	+2,0%
Moins de 30 ans	4 716	+2,5%
Plus de 50 ans	5 331	-2,3%
Monoparents	7 233	-0,1%
Isolés	12 167	+3,8%
Personnes couvertes	44 200	+0,7%

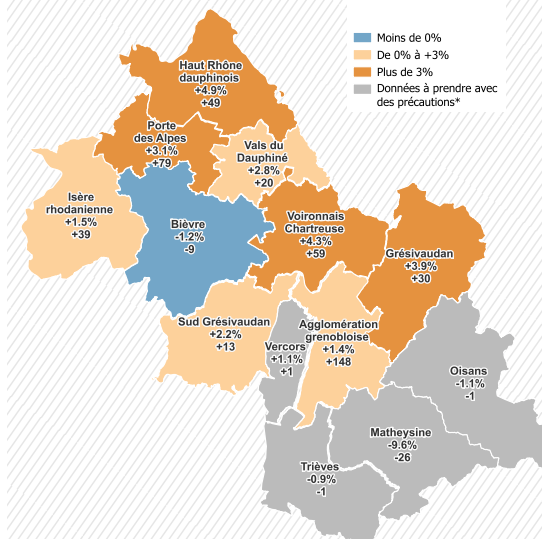
Source : CAF ELISA

## Évolution des allocataires du RSA entre 2021 et 2025



Source : CAF - ELISA

## Évolution du nombre d'allocataires du RSA entre juin 2024 et juin 2025



\*En cas de très petits effectifs, analyser des évolutions peut amener à des interprétations erronées.

Source : CAF ELISA



# Un bilan globalement satisfaisant

## TOURISME | La montagne maintient sa dynamique positive

La saison hivernale 2024-2025 enregistre 11,8 millions de nuitées touristiques, soit une hausse de 1 %, prolongeant la dynamique positive de la saison précédente (+3 %). Les mois de décembre, janvier et février se situent au-dessus des niveaux de l'an passé, tandis que le mois de mars est en repli. La clientèle internationale a particulièrement soutenu cette dynamique (+ 8 %).

Sur la période estivale du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre 2025, la fréquentation touristique en Isère résiste globalement avec 9,6 millions de nuitées, soit un léger écart de -2 % par rapport à 2024. La fidélité des clientèles françaises se confirme, avec une progression des clientèles de proximité (région Auvergne Rhône-Alpes et Provence Alpes Côte d'Azur), tandis que les visiteurs étrangers sont moins nombreux cette année (-5 %).

La météo clémente de début juillet puis les fortes chaleurs d'août ont dynamisé la fréquentation, profitant notamment aux destinations de montagne et aux lacs. L'activité touristique a aussi été soutenue par de grands événements sportifs et culturels, ainsi que par les activités de pleine nature.

Les hébergements marchands ont maintenu des taux d'occupation relativement stables par rapport à 2024, mais les professionnels soulignent que les dépenses touristiques apparaissent plus contenues.

## COMMERCE TRADITIONNEL | Stabilité dans le commerce de proximité

En cumul sur les 6 premiers mois de l'année, les chiffres d'affaires du commerce de proximité sont stables sur la région grenobloise, un rythme quasi équivalent à celui de la France (+0,1 %). Toutefois les évolutions sont contrastées : si les secteurs de la culture-loisirs et de l'équipement du foyer se maintiennent (+0,3% et +0,2%), les commerces de l'alimentation et de l'équipement de la personne sont en repli (respectivement -1,4% et -0,9%). A l'inverse les chiffres d'affaires des commerces santé-beauté augmentent de +3,2%.

## ARTISANAT | Baisse du chiffre d'affaires pour plus de la moitié des entreprises

L'Isère compte 39 500 entreprises artisanales dont 40 % dans le bâtiment, 36 % dans les services, 15 % dans la fabrication et 9 % dans l'alimentaire.

Selon les enquêtes de la Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat, la tendance d'évolution du chiffre d'affaires (par rapport aux prévisions ou même trimestre de l'année précédente) est orientée à la baisse pour 56 % des entreprises régionales (57 % en Isère). C'est dans le secteur de l'alimentaire que cette proportion est la plus forte (68%). Au global, seuls 12% des répondants déclarent une hausse de leur chiffre d'affaires (13 % en Isère).

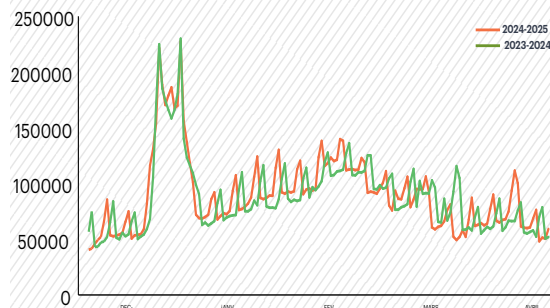
## À RETENIR

**11,8 millions** de nuitées touristiques durant l'hiver 2024/2025  
**9,6 millions** de nuitées touristiques durant l'été 2025

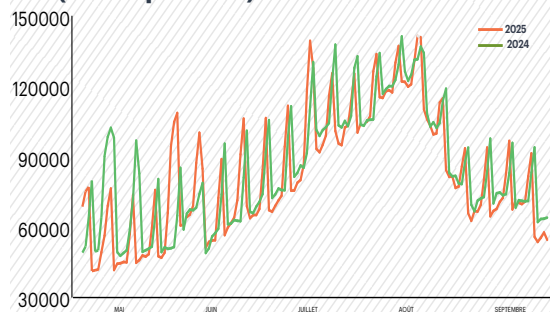
**Sources :** Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes, Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble, Isère Attractivité

**Pour aller plus loin :**  
Isère Attractivité,  
Observatoire du tourisme  
<https://isere-attractivite.com/observatoire/>

## Nuitées touristiques globales - Isère hébergements marchands, résidences secondaires, famille/amis Hiver (décembre-avril)

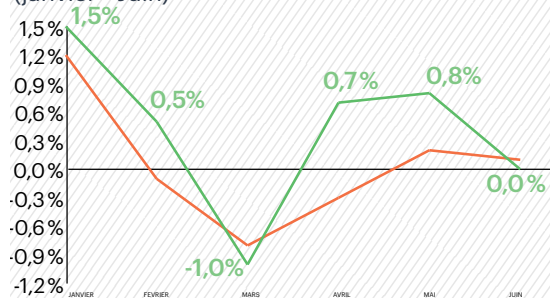


## Été (mai-septembre)



Source : Orange Flux Vision Tourisme, traitement Isère attractivité

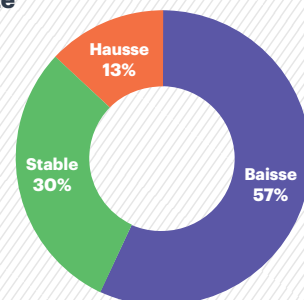
## Évolution des chiffres d'affaires cumulés du commerce de détail en 2025 comparés à 2024 (janvier - Juin)



Sources : CCI de Grenoble du commerce traditionnel indépendant (<300 m2), Banque de France

**Grenoble Alpes 2025 /2024**  
**France 2025 /2024**

## Isère : chiffre d'affaires des entreprises artisanales au 2<sup>e</sup> trimestre 2025 / prévisions ou même trimestre de l'année précédente



Source : données issues des enquêtes trimestrielles de la CRMA au 2<sup>e</sup> trimestre 2025, avec au global 3 288 répondants sur la région, soit un taux de réponse de 2 % (576 en Isère).

# L'Isère face au ralentissement démographique et au vieillissement de la population

## CONTEXTE | La dynamique démographique actuelle

Selon le dernier recensement de la population effectué par l'Insee, l'Isère compte 1 291 380 habitants en 2022. Avec une croissance annuelle moyenne de + 0,5%, l'Isère affiche une croissance comparable à la région Auvergne Rhône-Alpes et légèrement supérieure à la France métropolitaine (+ 0,4%). Les dynamiques démographiques sont variables selon les différents territoires isérois (voir carte).

La croissance démographique iséroise est portée principalement par le solde naturel (différence entre les naissances et les décès, + 0,3%), mais aussi par le solde migratoire (différence entre les arrivées et les départs de population, + 0,2%).

## PROJECTION | Quels scénarios en Isère ?

Selon le scénario central de projection démographique OMPHALE (voir colonne centrale), la population iséroise serait de 1 374 000 habitants en 2050.

Le scénario haut, qui combine les hypothèses favorables à la croissance, projette 1 481 000 habitants en 2050, tandis que le scénario bas en projette 1 269 000.

Ainsi, les projections situent le pic démographique à des horizons très différents selon les scénarios : entre 2031 et 2033 dans le scénario bas, entre 2055 et 2058 dans le scénario central, et au-delà de 2070 dans le scénario haut.

La projection du scénario central mesure le vieillissement de la population iséroise et la transformation de la structure par âge d'ici 2050. La part des 85 ans et plus doublerait, passant de 2,9% en 2021 à 5,8% en 2050. Cette dynamique s'observerait également pour les 75-84 ans, dont la proportion augmenterait fortement, de 5,9% à 9,4% sur la même période.

À l'inverse, les classes d'âge les plus jeunes seraient en recul : les moins de 16 ans verraient leur part passer de 20% à 18%, tandis que les 16-25 ans reculeraient de 12% à 11%.

## À RETENIR

L'Isère compte **1 291 380** habitants. **+ 0,5% de croissance** annuelle moyenne

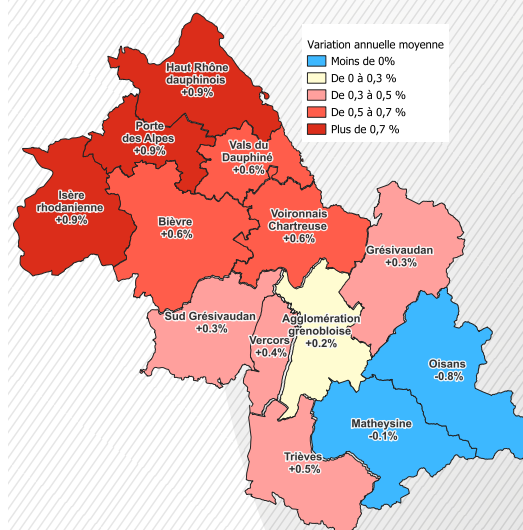
### Le modèle OMPHALE de l'Insee

Le modèle de simulation démographique Omphale de l'Insee permet d'effectuer des projections de population en combinant différentes hypothèses de mortalité, natalité, fécondité et migrations. Pour chacun de ces paramètres, plusieurs hypothèses sont envisagées, permettant d'élaborer différents scénarios prospectifs, dont les plus courants sont les scénarios « bas », « central » et « haut ». Les projections démographiques ne sont pas des prévisions, aucun des scénarios n'est plus probable que les autres.

### Pour aller plus loin :

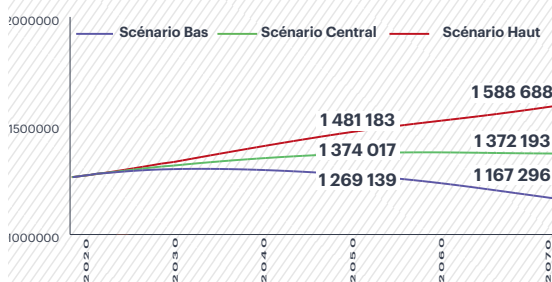
retrouvez l'étude « Avenir démographiques Isérois » (2025), Département de l'Isère et Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise, disponible sur l'observatoire social du site [isere.fr](https://isere.fr).

## Variation annuelle moyenne de la population par territoire entre 2016 et 2022



Source : Insee RP 2016-2022, traitement Département de l'Isère

## Projections de la population iséroise (2019-2070) selon scénario « bas », « central » et « haut » du modèle Omphale 2021



Source : Insee, OMPHALE 2021

Remerciements aux organismes qui ont participé à l'édition de ce numéro



Directeur de publication : Joëlle SEUX  
Co-directeur : Hervé MONNET  
ISSN 2431-241X

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises Isère  
4 Place Robert Schuman - 38000 GRENOBLE  
Tél. : 04 76 70 97 18

Département de l'Isère  
7 rue Fantin-Latour - CS 41096 - 38022 Grenoble Cedex 1  
Tél. : 04 76 00 38 38

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises | Isère

co-financée par :

